



# Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N°148 - Mai/Juin 2008

## A qui profite le crime ?

Le peuple soudanais vient de subir une série de catastrophes dramatiques. La défaite du Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) à Omdurman a entraîné l'arrestation de 3000 Darfouris innocents vivant autour de Khartoum et elle complique encore la tâche de la Mission des Nations Unies au Darfour (Minuad). La ville d'Abyei a été incendiée et ses habitants ont pris la fuite. L'Armée de résistance du Seigneur a rompu les négociations de paix. Après trois jours de combats, Khalil Ibrahim, le chef du MJE, a ordonné à ses troupes de se replier, laissant les Darfouris de la ville sans défense face aux tortionnaires du gouvernement. Abd el Wahid el Nour déplore cette attaque qui aggrave encore la situation des réfugiés. Alors que Khalil avait déjà gagné le Tchad, la police a promis une récompense de 250 000 livres à qui permettrait son arrestation. Bien des gens trouvent bizarre que 2000 hommes aient pu arriver sur la rive ouest du Nil après une équipée de 1000 kilomètres à travers le désert, dans un pays où la Sécurité surveille même les mouches. Le ministre de la Défense accuse Abdallah Gosh, le patron des services de Sécurité, d'avoir gardé pour lui les renseignements dont il avait connaissance pour s'attribuer tout le mérite de la victoire. Interpellé au Parlement, le ministre a expliqué la désorganisation de l'armée par la mauvaise qualité de l'armement dont elle dispose : « Nos bombardiers remontent à la Seconde Guerre mondiale », s'est-il écrié – alors qu'en septembre, il se félicitait d'être le troisième pays du continent, après l'Égypte et l'Afrique du Sud, en matière d'équipement militaire.

Début avril, 9000 seulement sur les 26 000 Casques bleus africains prévus étaient déployés au Darfour. « La force de paix veut renforcer les zones sûres, bâtir la confiance dans les zones "grises" et travailler avec ténacité au cessez-le-feu et à la protection des populations civiles », menacées par la famine pour la première fois depuis 2005, a affirmé devant la conférence des donateurs réunie à Oslo, Rodolphe Adada, patron de la Minuad. Mais l'attaque du MJE contre Khartoum compromet sérieusement les efforts de cette organisation, l'armée lui interdisant maintenant l'usage de ses hélicoptères. Récemment, 53 cavaliers vêtus de treillis militaires et armés de fusils, de lance-roquettes et de mitraillettes ont dressé une embuscade contre le bataillon nigérian près du nouvel aéroport d'El Geneina et l'ont dépouillé de ses armes, munitions, téléphones et argent.

SOMMAIRE en page 4

Luis Moreno-Ocampo, procureur général de la Cour pénale internationale (CPI), a présenté au Conseil de Sécurité son rapport semestriel sur le Darfour. Ses accusations touchent des anonymes plus haut placés encore que Ahmed Haroun, ministre des affaires humanitaires déjà inculpé, qui persiste dans ses agissements criminels, sape les efforts de paix et fait obstruction au déploiement de la Minuad. Lors d'une interview, Ocampo dit avoir manqué de peu l'arrestation d'Haroun en décembre. Ce dernier, muni d'un faux passeport souhaitait se faire soigner en Arabie Saoudite, mais Khartoum l'en a empêché. Avec l'appui légal international, la CPI aurait détourné son avion vers La Haye (*Wasl Ali*, 5 juin).

Bételgeuse

## Abyei

### Quel avenir pour l'accord de paix ?

Les nombreuses mises en garde et avertissements éclairés n'ont servi à rien. Les tensions accumulées depuis des mois autour d'Abyei, la rupture calculée au sein du gouvernement d'union nationale, les menaces à peine voilées sous un discours officiel favorable à la paix, les frustrations suscitées par la non-application de l'accord de Paix, ont fini par laisser la violence se déchaîner pour réduire Abyei en cendres et chasser la quasi-totalité de ses habitants, entre 70 et 90.000 probablement. Depuis la signature de l'accord de paix, la communauté internationale s'est surtout focalisée sur la tragédie du Darfour et a négligé de veiller à ce que les engagements pris par le gouvernement de Khartoum et le MPLS en janvier 2005 soient rigoureusement respectés - au risque de courir à la catastrophe.

Le recensement prévu par l'accord s'est déroulé dans des conditions contestables dont les résultats ne manqueront pas de susciter des réserves qui s'ajouteront à la somme des reproches adressés à Khartoum.

Enfin la déception est immense après un accord de paix avorté entre l'Ouganda et l'ARS. Le GOSS s'était engagé à régler ce conflit pour pacifier et normaliser les zones frontalières de l'Ouganda terrorisées depuis 20 ans par les exactions de l'ARS. Devant le refus obstiné du chef rebelle à signer tout accord, la violence semble aujourd'hui l'emporter sur la paix.

Elias

## La bataille d'Omdurman

**Après trois jours de confusion**, l'attaque lancée le 10 mai par le MJE contre Omdurman, ancienne capitale du Soudan du temps du grand Mahdi, sis à l'ouest du Nil, en face de Khartoum, a échoué. Une semaine plus tard, Béchir a passé en revue les carcasses des véhicules rebelles, des monceaux de chaussures et vêtements et une galerie alignant, sur 200 mètres de long, des photographies atroces de corps brûlés et démembrés. L'activité économique n'a été affectée que pendant quelques jours et l'impact sur les investissements étrangers devrait être minime. D'après le ministre des Finances, les destructions, estimées à 500 millions US\$, seront remboursées par les compagnies d'assurances ou par le gouvernement. La paix règne donc.

**Fondé par l'islamiste Khalil Ibrahim** après sa rupture avec Béchir, le MJE, qui recrute chez les Zaghawa, est le groupe rebelle le mieux armé du Darfour. Quelque 2000 soldats sont arrivés dans la banlieue de la capitale après avoir parcouru un millier de kilomètres sans rencontrer de résistance notable. La bataille dans laquelle le gouvernement a engagé l'armée, les forces spéciales, l'armée, les réservistes, les milices populaires et la police, s'est soldée par 200 morts, des centaines de blessés, des arrestations en masse et la saisie d'armes et de tanks. Mais elle a aussi ébranlé le mythe d'un pouvoir invincible et mis en lumière les tensions qui opposent les forces de sécurité à l'armée. Les premières, composées pour l'essentiel de Jaalyin et de Shigya, sont loyales au PCN. Les soldats viennent parfois du Darfour, des Monts Nouba ou du Sud Soudan. L'attaque a désorganisé leurs rangs et, selon une source américaine, des sous-officiers auraient aidé les rebelles.

**Les NU, l'UA, l'UE, les États-Unis, la Ligue arabe** ou encore Salva Kiir, président du GoSS et vice-président du Soudan, ont condamné la tentative de coup d'état, de même que l'Umma, le MLPS et le PDU. Le PC s'est montré plus modéré.

**Jamali Hassan Jelaladin**, bras droit de Khalil Ibrahim, est mort sous la torture, sa femme et son demi-frère sont en captivité. Un autre chef MJE fut arrêté sur la route de l'Érythrée. Bien qu'il ait nié toute relation avec ce mouvement, Hassan al Turabi et quatre dirigeants du PCP ont été brièvement détenus. Le Zaghawa Hassan Bargo, député du PCN en charge de l'Afrique centrale et occidentale et des relations avec le Tchad, est en prison depuis le 18 mai. Près de 3000 Darfouris avaient été arrêtés le 25 mai et il semble que beaucoup soient torturés. Déclarant prudemment que Béchir avait trop à faire pour s'en occuper, des hommes politiques – parmi lesquels Mini Minawi, chef de la petite faction de l'ALS qui a signé la paix de 2006 et le député Yasir Arman, secrétaire général du MLPS pour le Nord Soudan – des journalistes et des militants des droits de l'homme soudanais, ont créé un Comité national pour la protection et la défense des individus et des groupes affectés par les événements du 10 mai. Le MLS menace de représailles tous ceux qui se rendraient coupables de meurtres, tortures et autres violations des droits de l'homme. Les autorités égyptiennes ont accordé le droit d'asile à trois dirigeants du MJE auxquels elles l'avaient d'abord refusé. (ST, 9-26 mai ; *The Washington Post*, 24 mai)

**A l'arrière-plan d'Omdurman** – Le Conseil de Sécurité

que préside l'Afrique du Sud invite Béchir à participer à l'une de ses séances à New York, pour lui dire poliment de mieux se conduire. Il n'ira pas. Quinze jours plus tard, le Secrétaire général des NU exprime sa déception devant la lenteur du dit déploiement : 9200 hommes ; sur les 26 000 prévus, sont sur place. Venus à Londres discuter d'une initiative britannique, les Soudanais font preuve d'une touchante bonne volonté quand leur ambassadeur aux NU accuse les ONG d'exploiter le Darfour pour « créer des jobs ». Les diplomates d'Afrique du Sud critiquent « ceux qui font obstruction à la paix tout en vivant dans les belles capitales européennes » – en clair, Abdel Wahid al Nour, chef du MLS réfugié à Paris – avant que le ministre de la Justice soudanais ne demande à la Garde des Sceaux de l'expulser. Le sous-secrétaire général des NU aux affaires humanitaires réévalue à 300 000 morts le nombre des victimes du Darfour, 2 millions à 2,5 celui des personnes déplacées (les experts estiment que la guerre a fait entre 400 et 500 000 morts et près de 3 millions de déplacés/réfugiés). L'envoyé spécial américain constate devant le Congrès qu'on ne peut faire confiance au régime soudanais tant qu'il n'aura pas fait « des progrès concrets, vérifiables et significatifs ». Le second vice-président du Soudan accuse les pays occidentaux de déstabiliser le pays et le MLS/Unité de commandement décline le groupe de médiateurs formé par les NU et l'UA : l'Érythrée, le Tchad, l'Égypte et la Libye ne sont pas neutres.

**Les effets d'Omdurman** – Le 8 février à Tripoli, le Tchad et le Soudan s'étaient engagés à ne plus soutenir les rebelles qui les menaçaient l'un l'autre. Le leader de l'Umma avait proposé à Déby et Béchir de se réconcilier en organisant une conférence tribale. Le 9 mai, l'armée soudanaise dit avoir repoussé une attaque des troupes tchadiennes. Le 10, le MJE combat à Omdurman. Le 12, le Tchad ferme la frontière. Le 14, Béchir rompt les relations avec son voisin et l'accuse d'avoir équipé le MJE en matériel militaire pour une valeur de 50 millions US\$, avec le soutien tacite d'Israël, de la France (celui de la Libye étant sous-entendu). Le 16, trois hélicoptères décollent de N'Djamena et tirent des roquettes au-dessus du territoire soudanais. Le 17, Déby fait appel à Khadafi pour calmer la tension. Le 18, le chef de l'UA se veut optimiste avant que le porte-parole du gouvernement soudanais ne refuse toute médiation. Le 19, les Britanniques essaient de relancer leur initiative de paix mais le 20, Béchir rompt le cessez-le-feu (jamais appliqué !) avec les rebelles et se refuse à tout pourparler avec le MJE. La réponse d'Abdel Wahid al Nour n'a pas changé, il faut contraindre le régime à respecter ses engagements. La Ligue arabe qui cherche à servir d'intermédiaire, ne veut exclure des pourparlers de paix que le MJE, qu'elle qualifie de terroriste. Les médiateurs échouent à convaincre ses représentants et ceux du MLS de participer à la réunion prévue à Genève le 29 mai. La France dément toute implication et conseille aux Soudanais « de revoir les performances de leurs agences de renseignement plutôt que d'essayer de reporter le blâme sur d'autres ». *Le Canard Enchaîné* prétend que Béchir l'a avertie, par l'intermédiaire d'Omar Bongo, de sa volonté de chasser Déby du pouvoir et de le remplacer par une équipe à sa main – en lui conseillant la neutralité. (ST du 1<sup>er</sup> avril au 26 mai, *The Washington Post*, 24 mai).

Déimos

# FOUR

PC : parti communiste ; PCN : Parti du congrès national (au pouvoir) ; PCP : Parti du congrès populaire ; PUD : Parti Unioniste démocratique , UA : Union africaine ; UE : Union européenne

## Jour après jour

**Propagande** – Sous les applaudissements de ses pairs réunis à Damas le 29 mars, pour le sommet de la Ligue Arabe, Béchir a peint en rose la situation au Darfour. Trois cent cinquante mille déplacés auraient retrouvé leurs villages. Son gouvernement travaille d'arrache-pied à mettre au point un programme de retour et de reconstruction, qui élargirait au Darfour tout entier l'accès aux services indispensables au développement.

**Exactions** – Début avril, les janjawid razziaient le marché d'El Fasher, tuant 15 personnes et en blessant 28. Le 12 avril, le MJE attaquait la base militaire de Kushkush, à 45 km au nord de Geneina, se vantant d'avoir annihilé sa garnison. Le lendemain il accusait le gouvernement d'avoir commandité l'assassinat de deux leaders opposés au recensement à Kalma. À la fin du mois, 2700 familles arrivaient dans ce camp pour fuir les combats opposant les hommes de Minni aux janjawid. Le 1<sup>er</sup> mai, l'armée a attaqué le village d'Um Sider dans le Nord Darfour, faisant deux morts et huit blessés. Le 6 mai, dans la même région, elle a bombardé l'école primaire de Shegeg Karo, tuant 14 personnes dont quatre enfants et deux femmes. (ST 06/05)

**Armée** – Béchir a promu le général Awad Mohamed bin Oaf au poste d'adjoint du chef d'état-major des armées. Il était auparavant à la tête du Renseignement et de la sécurité militaires. En mai 2007, le président Bush l'a accusé « d'attiser le conflit en assurant la liaison avec les janjawid, en leur assurant un support logistique et en inspirant leurs attaques. » (ST 02/04).

Le 21 mai, devant les officiers de la Sécurité nationale et des services de renseignement qui juraient « de mourir et de se sacrifier » pour lui, le président a répété qu'il n'honorerait pas plus longtemps le cessez-le-feu au Darfour – qu'il n'a d'ailleurs jamais respecté. « Nous riposterons promptement à quiconque porterait les armes contre nous ou les signataires de l'accord de paix au Darfour (*tous fort agressifs*). Le cessez-le-feu se fera à nos conditions. Notre patience est limitée », a-t-il ajouté, en ordonnant d'arrêter tous les membres du MJE, qu'ils soient étudiants, ouvriers ou domestiques.

**Santé publique.** – L'ONG *Médecins du Monde*, qui s'était retirée du Soudan en janvier 2007, a annoncé son retour dans la région de Déribat, au cœur du Djebel Mara, où les populations sont privées de tout accès aux soins depuis trois ans. (MdM 0/4).

**Aide humanitaire** – L'UNHCR a besoin de 40,3 millions de \$ pour protéger les Soudanais déplacés au Darfour, au Tchad et en RCA. La hausse de son budget, (19,7 millions de \$ en 2007), s'explique par l'implication croissante des NU au Darfour. Jusqu'alors concentrées sur la frontière du Tchad, elles vont se déployer à El Fasher, où est basée la Minuad et vers le Sud, à Nyala.

**Aide alimentaire** – Les agences du PAM secourent au Darfour 2,5 millions de personnes. Pour refaire les stocks avant la saison des pluies, il leur faudra livrer 1800 tonnes de nourriture par jour. En mai, la ration individuelle de céréales a été réduite à 225 grammes par jour, celui du sucre et de légumes secs, de moitié. Ce qui abaisse de 40% l'apport calorique quotidien. Sur les 77 millions de \$ disponibles cette année, 51 millions sont mobilisés pour la livraison par voie aérienne jusqu'à mi-juin. En septembre 2007, le taux global de malnutrition était de 16 %, et de 21,3 % chez les bébés de 6 à 29 mois. Cette année, Khartoum fait délibérément obstacle à la collecte des données. (ST 29 03, 17 04).

**Pirates** – Le 24 avril un convoi alimentaire du PAM a été attaqué par des bandits à 40 km de Nyala. Le chauffeur d'un

camion fut tué et son garde blessé. Depuis janvier, les pirates de la route ont détourné 6 voitures et 60 camions du PAM – 39 n'ont pas été retrouvés. Ils ont volé 709 millions de tonnes de produits alimentaires. Deux chauffeurs ont été abattus et 26 sont toujours portés disparus. Des hommes armés de fusils ont volé deux véhicules de la Minuad et blessé un de ses policiers qui patrouillait près du camp de Zamzan, au sud d'El Fasher.

La Minuad a condamné avec fermeté l'attaque par le MJE de la base militaire de Kushkush, dans le Darfour Ouest, le bombardement par des Antonov et des hélicoptères de quatre villages tenus par le MLS, à l'ouest du Jebel Marra, le meurtre d'un chauffeur du PAM dans le Sud Darfour. Des tests médicaux ont innocenté un de ses officiers, arrêté pour conduite immorale à Nyala. L'équipe des représentants spéciaux répète que la Mission ne tolérera aucun écart de ses troupes tout en reconnaissant qu'elles servent dans des conditions extrêmement difficiles, affrontent des dangers quotidiens. Elles ont, notamment, des difficultés d'approvisionnement en eau dans une région extrêmement sèche et le gouvernement limite sévèrement leurs déplacements.

**Recensement** – Pour la première fois depuis 1993, dans la perspective des élections prévues en 2009, le pouvoir a recensé la population du 22 avril au 6 mai. Cette opération aurait dû démarrer en janvier mais en raison de l'opposition du GoSS d'une part, des mouvements rebelles Darfouris d'autre part, elle n'a démarré que fin avril. Arguant du manque de sécurité et de sa faible représentation parmi les organisateurs, le SPLM a décidé de la boycotter dans les Monts Noubas. Abdel Wahid el Nour, chef du MLS, soupçonne le gouvernement de n'avoir pas inclus des critères ethniques dans le questionnaire pour prouver que la majorité des 6 millions de Darfouris ne sont pas africains. Khalil Ibrahim a exclu la participation du MJE : Non sans quelque vanité, il dit : « mon peuple est dispersé au Tchad et dans les camps, cette entreprise n'a aucun sens ». Selon leur porte-parole, les réfugiés veulent d'abord la paix avant de remplir des papiers et de courir voter : « Comment peuvent-ils imaginer venir nous compter alors que nous vivons dans une précarité extrême et une insécurité totale ? ». Après que des manifestations aient éclaté dans les camps de l'Ouest du Darfour, le directeur du recensement pour cette région a assuré qu'ils n'étaient pas concernés. Le 2 mai, un groupe de rebelles du CU/MLS a arrêté une équipe de recenseurs dans « les territoires libérés » autour de Shairiah, dans le Sud Darfour, qu'elle a libérée depuis. (ST 03/04 03/05).

**Minuad** – Les NU ont déjà dépensé 100 millions \$ pour entraîner et équiper les Casques bleus et s'emploient à élargir le cercle des contributeurs. Le Conseil de Sécurité du 17 avril a regretté l'extrême lenteur du déploiement et s'est engagé à tout faire pour l'accélérer. Les États-Unis vont entraîner et équiper 2500 Rwandais qui rejoindront cet été la force de paix, à laquelle participent déjà quatre de leur bataillons. 92 ingénieurs égyptiens en télécommunications sont arrivés au Nord Darfour pour servir dans la Minuad.

Les 30 experts des NU ont pour mission d'identifier les secteurs où l'accord de paix signé en 2006 n'est pas contesté et semble bénéfique aux Darfouris ; ils devront aussi traiter des aspects touchant à la sécurité, au dialogue et aux consultations, au partage du pouvoir et des richesses ; il leur faut aussi savoir à quels obstacles se heurte précisément la Minuad pour l'aider à les surmonter : le fractionnement de la rébellion et l'instabilité endémique entretenue par le conflit avec le Tchad comptent parmi les principaux. (ST 27/03 au 21/05).

Déimos

**Le 3<sup>ème</sup> rapport sur la République du Soudan** a été examiné lors de la 4<sup>ème</sup> session ordinaire de la Commission africaine pour les droits des hommes et des peuples, réunie en Afrique du Sud du 7 au 22 mai. Il met en lumière combien ont été déçus les espoirs mis dans les accords de paix signés par le gouvernement, le premier en 2005 avec le Sud, le second en 2006 avec l'ALS/Minni Minawi.

Les janjawid et certains rebelles, atomisés depuis un an en factions hostiles les unes aux autres, poursuivent leurs exactions qui ont connu une escalade sans précédent depuis janvier. Le gouvernement a osé nommer Ahmed Haroun, accusé par la CPI, ministre des affaires humanitaires et responsable de la Commission des droits de l'homme au Darfour. Un décret présidentiel garantit l'amnistie générale aux quelques signataires de l'accord de paix pour le Darfour. En vertu de l'acte des Forces nationales de Sécurité et de l'acte des Forces de police, toute plainte déposée contre un de leurs représentants doit être autorisée par leur supérieur. Le Parlement a voté une loi préservant ces armées soudanaises de poursuite pénale pour violations des droits de l'homme, si elles ont agi sur ordre d'une autorité compétente.

Dans tout le pays, policiers, militaires et agents de la Sécurité pratiquent couramment la torture. La Cour criminelle inflige facilement des sentences de mort et d'autres traitements cruels comme l'amputation des voleurs, condamnés souvent sans avoir eu d'avocat et parfois sans interprète s'ils ne parlent pas arabe. Les arrestations arbitraires et les détentions sans charge sont monnaie courante et touchent aussi bien les défenseurs des droits de l'homme que les journalistes, les opposants à la construction de barrages que les réfugiés éthiopiens ou les Darfouris. L'adoption par le Parlement, en février 2006, d'un acte sur l'Organisation du travail humanitaire et bénévole légalise les entraves à cette activité en la soumettant à autorisation. La législation sur les médias permet au gouvernement de saisir un journal pour « diffusion de fausses nouvelles susceptibles de paniquer les lecteurs ou de déstabiliser l'État ». Quant au droit de manifestation, il est régulièrement bafoué.

La Constitution intérimaire a beau affirmer l'égalité complète de l'homme et de la femme, la loi islamique favorise la discrimination sexuelle. Les femmes sont soumises à la tutelle masculine, les mariages forcés sont habituels, la polygamie ne peut être avancée par les femmes comme motif de divorce quand leurs maris peuvent les répudier sans raison, l'adultère féminin est une offense impardonnable quand l'équivalent masculin est jugé avec indulgence : une femme peut attendre un enfant, pour l'homme il suffit de nier le « péché ».

Pour survivre, la plupart des réfugiées du Sud ou des monts Nuba travaillent dans le secteur informel, ce qui aggrave leur vulnérabilité. Dans les zones de conflit, le viol, pratiqué à grande échelle et toujours impuni, détruit les familles et entache la réputation de celles qui en sont victimes. Les mutilations génitales, qui affectent 90 % des Soudanaises âgées de 15 à 50 ans, restent très répandues. Entre 1999 et 2004, le Comité pour l'éradication de l'esclavage des femmes et des enfants a repéré près de 9000 victimes et permis à 3000 d'entre elles de retrouver leurs familles. Depuis la paix, son activité a presque disparu mais des milliers d'hommes capturés quand ils étaient enfants, de femmes et d'enfants sont toujours réduits en esclavage au Soudan (SOAT, *Alternative Report to the African Commission on Human and People's Rights*, May 2008, 35 p.)

**Médias** – Le secrétaire du MLPS accuse le PCN d'exercer une censure abusive sur la presse soudanaise. Reporters sans Frontières et la Fédération internationale des journalistes appellent le gouvernement à respecter la liberté d'expression et de publication inscrite dans la Constitution. En avril, la Sécurité a stoppé l'impression de cinq quotidiens indépendants. Le 15 mai, elle a bloqué la parution d'un autre pour « divulgation de secrets

militaires sensibles », à cause d'un papier traitant d'un MIG-29 porté manquant après Omdurman (ST 15/04, 15/05).

**Meurtre d'un diplomate américain** – Le ministre de l'Intérieur a annoncé la clôture de l'enquête, en précisant que le dossier serait transmis dans les quinze jours au ministre de la Justice. John Granville et son chauffeur auraient été tués par deux hommes appartenant à un groupe de cinq suspects sans aucun lien avec le terrorisme (ST 01/05).

**Terrorisme** – Les forces de sécurité égyptiennes ont lancé un mandat d'arrestation contre deux Soudanais suspects de préparer un attentat-suicide contre des installations gouvernementales et touristiques dans le Sinai (AP, ST 4/04).

Le journaliste Sami al Haj, qui travaillait pour la chaîne Al Jazira et a été emprisonné à **Guantanamo** après avoir été arrêté au Pakistan en décembre 2001, est arrivé à Khartoum le 1<sup>er</sup> mai. « La sécurité et les droits de l'homme sont indissociables. Les droits de l'homme ne valent pas simplement en temps de paix. Mon dernier message à l'administration américaine est que la torture n'arrêtera pas le terrorisme », a-t-il déclaré (ST 02-03/05).

**Tortures** – L'appel des 10 Darfouris convaincus du meurtre du journaliste Mohammed Taha Mohamed et condamnés à la peine capitale a été rejeté le 10 mars. Leur vie est suspendue à la capacité qu'auront leurs avocats à prouver que leurs aveux leur ont été arrachés par la torture. Mais d'une part, selon un médecin, « les signes de torture peuvent disparaître très vite et ceux qui les infligent savent en général éviter les traumatismes durables ». Il est quasi impossible qu'une telle preuve soit reçue.

En avril déjà, les Forces de sécurité ont arrêté et torturé les étudiants Darfouris qui protestaient avec certains de leurs professeurs contre l'examen spécial qu'ils devaient passer pour entrer à l'Université de Khartoum. En mai, elles ont arrêté un nombre indéterminé d'étudiants de l'Université de Port-Soudan (ST 16/04 ; SOAT, 15-16/05).

## S O M M A I R E

<b>EDITORIAL</b>	p. 1
À qui profite le crime ?... <i>Bételgeuse</i>	
Abyei : quel avenir pour l'accord de paix ?... <i>Elias</i>	
<b>DAR FOUR</b>	p. 2-3
La bataille d'Omdurman	
Jour après jour	
DROITS DE L'HOMME... <i>Deimos</i>	p. 4
PÉTROLE, ARMES, ÉCONOMIE... <i>Nekkar</i>	p. 5
<b>SUD-SOUDAN</b> <i>Elias</i>	p. 6-7
Recensement, Abyei	
ARS, Convention MLPS	
<b>POLITIQUE INTERIEURE</b> Kleptomanie... <i>Nekkar</i>	p. 8
<b>RELATIONS INTERNATIONALES</b>	p. 8
<b>DERNIERE HEURE</b>	p. 8

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Juin 2008 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

**Pétrole** Les ventes de pétrole Nile Blend (pétrole acide) par appel d'offres se sont faites avec des rabais de prix passés de 3.60 \$ à 4.98 % en février à 20-25 \$ par baril en avril. Cette baisse de prix serait due aux sanctions américaines rendant le pétrole soudanais moins attractif aux entreprises (Reuters 28 03, 13 05, 21 05, 22 05). En février, les revenus du pétrole se sont montés à 400 millions de dollars (ST 30 03). Il est prévu que la production passe de 500 000 barils par jour actuellement à 600 000 à mi 2009, avec les accroissements de production dans les blocs 6, 13 et 15 (Dow Jones, 24 04).

Le coût de la raffinerie construite par la société malaise Petronas à Port Soudan est passé de 2 milliards de dollars lors de l'appel d'offres, à maintenant de 5 milliards de dollars (Reuter 27 05). Selon le ministre chargé du pétrole au Sud Soudan, la sécurité pour les sociétés pétrolières serait assurée au Sud-Soudan. Selon le gouvernement du Sud Soudan, il n'y aurait comme problème de sécurité que des problèmes de vol de bétail, sans rapport avec le pétrole (ST 04/05). Paroles verbales (VS).

La société pétrolière américaine Jarch, basée aux Iles Vierges, affirme que le Vice-président du GOSS, Riek Machar a avalisé la concession attribuée en 2004. Cette concession est d'environ 600 000 km<sup>2</sup>. La société va s'installer au Sud-Soudan (ST 05/05).

**Sanctions** Le conseil du Comité de Montgomery (USA) a décidé de retirer les investissements du fonds de pension de son personnel des sociétés opérant au Soudan (AP 01/04). La commission de contrôle de bourses américaines (SEC) a publié de nouvelles règles appliquant la loi de 2007 sur les sanctions. Il s'agit principalement de modifications de formulaires obligeant les sociétés à publier leurs activités au Soudan (ST 29/04).

**Armes** La Chine a livré des armes plus avancées au Soudan : des missiles portables sol-air FN-6 de la dernière version. Ce missile a une portée de 5 km pour une altitude de 4 km. Des photos par satellite ont révélé sur la base militaire de Wadi Sayidna la présence d'avions d'attaque A-5S, F-7, et d'avions-école K-8 fabriqués par la société chinoise Nahang Aircraft Co. Sur cette base, ont été construits 8 hangars pouvant abriter chacun de 2 à 4 avions, plus un hangar pour 8 hélicoptères (UPI 28/03).

**Nord Soudan** Il est prévu une croissance économique de 8 % en 2008, comme en 2007. Cette croissance provient du pétrole, de l'agriculture et des services. Le pays souffre d'inflation à deux chiffres à cause de la hausse des prix des produits alimentaires. Le blé est subventionné, et on espère que l'inflation reviendra au chiffre d'avant fin 2008 (Les subventions pour le blé – importé- favorisent les villes et défavorisent les campagnes, concurrence déloyale du blé importé Nekkar) (Reuter 03/04). La croissance des économies africaines s'est élevée à 5.8 % en 2007 à cause de l'accroissement des prix des biens exportés (pétrole, etc), et la croissance n'a pas fait reculer la pauvreté, même dans les pays exportateurs (ST 02/04).

Dans une déclaration sur l'Etat de la République, le président Al-Bashir a affirmé que le taux de croissance a été supérieur à 10,5 % en 2007 avec une inflation de 8,1 %, avec un taux de change du dollar de deux livres. Ces chiffres sont différents de ceux du Ministère des Finances. On ne connaît pas le nombre de travailleurs concernés. Les investissements dans le secteur bancaire se sont montés à 1 milliard de dollars au cours des deux années passées (ST 07/04).

Les accords de coopération se multiplient : un contrat de 400 millions de dollars a été signé avec la Chine pour surélever le barrage de Roseires sur financements de fonds arabes (ST 27/04). Des investissements arabes privés importants sont envisagés dans l'agriculture, l'élevage et la pêche (ST 10/05, 23/05). Accord avec le Bangladesh pour importer au Soudan de la main d'œuvre qualifiée et semi-qualifiée. Il semble être mis sur pied pour faciliter aux firmes de ce pays de travailler au Soudan Une mission diplomatique va être ouverte à Khartoum (ST 29/03). Des terres vont être attribuées à des Jordaniens et à des Egyptiens. Ces projets de coopération pour développement agricole se multiplient avec la hausse mondiale des cours du blé et du riz (ST 6/04, 28/04, 15/05). Une société

Qatari (Barwa real estate Company) réalise un investissement immobilier important à Khartoum : 300 hectares de terrains ont été acquis (ST 03/05).

Le Président Al-Bashir en visite officielle à Séoul a défini avec les Coréens les domaines de coopération : énergie, agriculture, infrastructures (ST 26/05).

« Mille puits au Darfour ». Au cours de la conférence arabo-européenne sur l'environnement à Djeddah, a été lancé ce projet de puits au Darfour pour aider à la restauration de la paix. Les ONG humanitaires internationales et organisations arabes de charité ont été sollicitées (ST 25/04).

Une scientifique soudanaise, Balgis O. Elasha, a été l'Africaine récompensée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ses travaux portent sur la façon dont les communautés font face à la sécheresse en Afrique. Elle est un membre important du Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique (ST 28/04). Ce panel mondial a eu le prix Nobel de la Paix en 2007.

**Sud-Soudan** La conférence des donateurs pour soutenir la reconstruction et le développement du Sud Soudan prévue initialement à Paris, s'est tenue en Norvège du 5 au 7 mai. Cette conférence qui réunit 30 pays et organisations internationales avec les responsables soudanais, et ceux du Sud Soudan, a été l'occasion de discuter avec les donateurs sur la meilleure façon de faire face aux problèmes. Elle est à mi chemin la période intérimaire qui va de 2005 (accords de paix) à 2011.

Le Soudan a demandé 6 milliards de dollars pour les 3 prochaines années, dont 2 d'aide humanitaire. La première conférence de 2005 avait permis de réunir 4,5 milliards de dollars. Cette année, 4,8 milliards de dollars ont été promis ; une partie passera par le Multi Donor Trust Fund géré par la Banque Mondiale, et l'autre par le nouveau Sudan Recovery Fund, géré par les Nations Unies. Les promesses de la Norvège, de l'Union Européenne, du Royaume Uni, de l'Allemagne, du Japon se montent à 1,8 milliard.

L'Unicef a souligné que la question du Darfour ne doit pas tenir le Sud-Soudan en otage et empêcher l'aide internationale de financer l'amélioration des conditions de vie de la population. Les donateurs espèrent que moins d'argent puisse être alloué à l'urgence pour que plus de fonds soient disponibles pour le développement (ST 26/04, 05/05, 06/05-08/05).

Le responsable du bureau de la Banque Mondiale à Juba a déclaré que le Gouvernement du Sud Soudan a fait beaucoup mieux pour la reconstruction et le développement que les autres pays africains en situation post-conflictuelle. Néanmoins, la Banque Mondiale ne veut plus financer les routes à cause du coût élevé et de mauvaises procédures contractuelles. Par contre elle soutient les centres d'informations publiques et les technologies de l'information qui favorisent la politique de transparence du gouvernement du Sud Soudan (ST 30/04).

Le Sud Soudan élabore des lois favorables aux investissements. Le gouvernement du Sud Soudan a adopté en avril un Investment Provisional Order qui devait être ensuite ratifié par le Président du Gouvernement. Cette loi offre des protections aux investisseurs nationaux et étrangers et elle définit les missions de la Southern Sudan Investment Authority qui a pour fonction de promouvoir les investissements (ST 28/04).

La société Koweiti de téléphones mobiles Zain lance un réseau de téléphones mobiles au Sud-Soudan pour un investissement de 150 millions de dollars. Elle compte avoir 150 000 clients d'ici deux ans. Rappelons qu'il y a 4 sociétés de téléphone mobile au Soudan, dont deux au Sud (ST 27/04).

L'installation de production d'électricité construite par les Egyptiens à Wau (capitale du l'Etat West Bahr Al-Ghazal) commence à produire début mai. Trois autres installations du même genre doivent être installées par les Egyptiens à Bor, Rumbek et Yambio (ST 30/04).

Le Sud n'a pas connu de répit depuis avril. Le recensement s'est déroulé en dépit de sérieuses difficultés ; le SPLM a tenu ses assises à Juba au milieu de fortes tensions, la violence qui couvait à Abyei, le Kashmir soudanais, a explosé et les inquiétudes sur l'accord de paix avorté entre l'ARS et l'Ouganda se confirment. La violence est là.

**Le 5<sup>ème</sup> recensement** a eu lieu du 22 avril au 6 mai. Pour la première fois de leur histoire, les populations du Sud, du moins celles que l'on a pu atteindre ainsi que les réfugiés et déplacés rentrés chez eux, ont pu être directement consultées. Jusqu'à présent, on se contentait d'une vague estimation : 3 millions en 1956 et 1973, 5 millions en 1983. En 1993, un recensement partiel eut lieu mais en raison de la guerre, des déplacements massifs de populations, les résultats incomplets attribuèrent 4 millions d'habitants au Sud (ST, 23/4/08).

Ce recensement, qui aurait dû être terminé en 2007 selon l'accord de paix, devait fournir une représentation précise de la configuration ethnique du pays afin de définir les circonscriptions pour les élections nationales de 2009 et le référendum de 2011 et établir de façon équitable le partage du pouvoir et des richesses naturelles, notamment des recettes pétrolières.

Remis à trois reprises, il devait commencer le 15 avril mais fut différé au 22 avril en raison du grand nombre de déplacés bloqués au Nord dans l'incapacité de rentrer chez eux, le questionnaire omettant toute question sur l'origine ethnique et la religion contrairement à ce qu'avait demandé le GoSS, l'absence de frontière définie entre Nord et Sud privant le Sud du recensement de populations préjudiciable au partage du pouvoir. Ces réserves furent dénoncées par le second vice-président du Soudan, Ali Osman Taha, comme une provocation injustifiée et une tentative de couler l'accord de paix! (ST, 14/4/08). En fait, le GoSS aurait préféré repousser le recensement à la fin de l'année (saison sèche plus propice aux déplacements) pour mettre en place la logistique nécessaire. L'ONU demanda de ne pas différer davantage afin de maintenir les élections de 2009. Dès le premier jour, Salva Kiir a regretté que Khartoum n'ait pas tenu compte de la demande du GoSS de différer le recensement jusqu'à la fin de l'année afin de permettre aux deux millions de déplacés de rentrer chez eux, définir la frontière Nord-Sud, inclure dans le questionnaire l'origine ethnique et la religion et attribuer les financements suffisants pour établir des conditions de sécurité adéquates avant que le début du recensement (ST, 25/4/08). Aucune de ces demandes ne fut satisfaite par le gouvernement d'unité nationale, notamment le Président. Le ministre de l'Information du Sud, Changson Chang, a précisé que le GoSS ne serait pas lié par les résultats du recensement si les difficultés n'étaient pas résolues dès le début de l'opération. Le GoSS se réserve le droit de contester ou de refuser les résultats parce qu'incomplets, partiels, non fiables pour fonder l'avenir politique et économique du Sud. Beaucoup craignent que ce rejet provoque des tensions susceptibles de dégénérer en conflit. Le ministre a ajouté que Khartoum n'avait toujours pas envoyé les 6 millions de dollars demandés par le GoSS pour assurer la sécurité et la logistique, en insinuant qu'il devait en supporter la dépense. Autre problème : des questionnaires en arabe ont été envoyés en Equatoria Oriental, anglophone, et d'autres, en anglais, dans le Nil Supérieur, arabophone. Sur 400 véhicules promis, seuls 110 ont été livrés. Chang Changson a dit que « les résultats ne pourraient être utilisés pour déterminer la frontière, le référendum ou le partage du pouvoir et des richesses ou bien l'identité culturelle du pays », ce qui était l'objectif. Beaucoup pensent que le gouvernement central s'est arrangé pour truquer les résultats et arriver à une sous-représentation du Sud dans l'assemblée nationale à l'issue des élections de 2009 (ST 21/4/08).

On compte 60 000 enquêteurs sur tout le pays dont 15 000 pour le Sud qui juge ce nombre insuffisant. Deux cents observateurs les accompagnent. Globalement, l'opération devrait coûter 103 millions de dollars. Les difficultés n'ont pas manqué : les pluies diluviennes ont naturellement fait leur apparition rendant certaines zones inaccessibles notamment dans le Nil Supérieur. Dans le Sud Kordofan, le MLPS a boycotté le recensement, sans l'empêcher, pour protester contre le manque de représentation

au sein de la commission de recensement de cet Etat, l'absence de frontière, d'aide au retour des déplacés et le manque de questionnaires en anglais (ST 23/4/08). Des incidents ont compliqué le travail des enquêteurs au nord de Rumbek, dans l'Equatoria occidentale et au nord du Bahr al Ghazal où l'on conteste les frontières des comtés. Des formulaires ont été dérobés. Dans l'Etat des Lacs, des Dinka ont brûlé des urnes remplies de formulaires et d'argent (ST 25/4/08). De nombreux déplacés ont refusé d'être recensés tant qu'ils n'avaient pas regagné leurs villages.

Le responsable du recensement pour le Sud a sollicité la patience et la coopération de ses compatriotes. Il estime que les techniciens peuvent établir des estimations dans les zones non-recensées, tels le triangle controversé d'Halayib à la frontière nord-est de l'Égypte ou le Darfour dont 19% des zones administratives et 34% des camps de déplacés ont refusé l'opération (ST 21/4/08). Dès le 25 avril, le GoSS s'est insurgé devant l'apparition de 195 contrôleurs envoyés par Khartoum pour surveiller le déroulement du recensement, alors que leur nombre avait été fixé à 25, et en a renvoyé 170 dans le Nord.

Pour clore l'opération, Isaiah Chol Aruai a donné des pronostics exagérément optimistes: selon lui, 90% à 95% de la population a été recensée, en regrettant que l'insécurité et les intempéries n'aient pas permis de faire mieux. Plusieurs États contestent cet optimisme et considèrent que de vastes zones n'ont pas été atteintes. Étant donné le climat de méfiance, quels que soient les résultats, ils ne manqueront de susciter des tensions.

**Abyei** – Après avoir suspendu sa participation au gouvernement d'union nationale en octobre 2007, le MLPS annonça le 21 décembre qu'il y revenait au terme d'après discussions avec le PCN. Tous les points litigieux avaient été réglés, semble-t-il, sauf le statut d'Abyei que l'accord de paix de 2005 n'avait pas clairement établi. Abyei devait être géré par une administration conjointe et le maintien de l'ordre assuré par les UJI, unités regroupant soldats de l'armée gouvernementale (SAF) et de l'ALPS. Cet espace à la frontière entre Nord et Sud est très convoité pour ses ressources pétrolières, qui auraient rapporté 670 millions \$ en 2006, soit 13% des bénéfices pétroliers cette année-là (International Crisis Group, N°47, October 12/2007). Le pétrole y est extrait en grandes quantités et dans l'urgence, afin d'épuiser au plus vite les réserves dans la perspective d'un référendum qui pourrait faire basculer Abyei vers le Sud. Jusqu'ici, les mesures prévues sur le protocole d'Abyei par l'accord de paix ne sont pas appliquées, Khartoum refusant d'accorder un statut spécifique à ce territoire et de lui reconnaître une frontière. Cela ne se fera qu'une fois les réserves pétrolières épuisées, assez vite après 2008 selon les experts. Béchir rejette toujours la validité du rapport sur la frontière d'Abyei remis le 14 juillet 2005 par la Commission *ad hoc*, l'Abyei Boundary Commission, ce qui réduit à néant l'ensemble du Protocole d'Abyei, viole l'accord de paix et lui permet de gagner du temps pour vider la région de son pétrole et la garder sous son contrôle. Or, le MLPS souhaite que l'accord de paix soit mis en oeuvre et aboutisse. Abyei se trouvant sans administration depuis des mois, il a nommé en janvier 2008 Edward Lino, expert en matière de sécurité, pour combler le vide administratif et politique qui favorisait l'exacerbation des tensions au niveau local et national, alors que les observateurs répétaient que la crise pouvait être évitée si l'on s'en tenait aux termes de l'accord. Le PCN a désavoué Lino le 30 mars mais celui-ci, chargé par le MLPS du maintien de l'ordre, souligne que les habitants d'Abyei ne supporteront pas longtemps d'être opprimés et que l'ALPS interviendra pour protéger son peuple (*Africa Confidential*, 548). Les forces armées du Nord (SAF) accusent l'ALPS de les assiéger et de les attaquer. Le vide est total tant sur le plan sécuritaire - les Unités jointes intégrées (UJI) restent virtuelles - que sur celui du partage du pouvoir et des recettes pétrolières; lui aussi totalement virtuel dans cette région. Les Dinka et les Misserya ne sont pas satisfaits du statu quo et se plaignent de ce que l'accord de paix ne leur ait pas accordé à chacun 2% des recettes pétrolières.

Depuis 2005, réfugiés et déplacés sont rentrés chez eux dans la perspective du référendum, pour atteindre plus de 70.000 habitants ce printemps. Deux communautés rivales, les Misserya, pasteurs nomades du Nord qui traversent la région plusieurs fois chaque

# SUD-SOUDAN

MLPS : Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (Parti au pouvoir au Sud-Soudan).

année, et les Dinka apparentés à ceux du Sud, cohabitent difficilement. De nombreux incidents ont fait plusieurs dizaines de morts depuis novembre 2007. Khartoum maintient dans la région la 31<sup>ème</sup> Brigade et y a envoyé 222 militaires le 2 avril dernier, à bord de véhicules bourrés d'armes, qui se sont installés dans une école en plein Abyei (VS 147). La tension permanente est palpable et les avertissements pour éviter une crise se sont multipliés ces derniers mois. Jusque-là, les heurts avaient lieu entre milices Misserya et membres des Ngok Dinka. Le 13 mai, des affrontements directs ont éclaté entre l'ALPS et les Forces armées soudanaises (SAF) dans le village de Dokora au nord d'Abyei sans qu'on sache qui a tiré le premier et pourquoi (AC 548). Très vite, le conflit s'est propagé à la ville d'Abyei qui a été bombardée, provoquant la fuite de dizaines de milliers d'habitants vers le Sud (50 000 au moins). Maisons et marchés ont été pillés et incendiés et Abyei est aujourd'hui une ville dévastée, réduite en cendres et victime de nettoyage ethnique. La 31<sup>ème</sup> Brigade y est toujours installée. Les NU considèrent que 90 000 Dinka au moins se sont dispersés pour la plupart dans une vingtaine de localités du Sud. Beaucoup d'entre eux venaient juste de rentrer chez eux après 20 ans de guerre pour se faire recenser et pouvoir voter en 2009. Dans la panique, les gens ont fui les mains vides, de nombreux enfants ont perdu leurs parents. La saison des pluies a commencé, avec les conséquences tragiques que l'on peut imaginer.

Les NU et les ONG sont parties sous le feu et les casques bleus ont évacué plusieurs centaines de personnes par hélicoptère. Des renforts indiens dépêchés pour aider les soldats zambiens de l'UNMIS n'ont pu intervenir, ils ne peuvent ouvrir le feu que s'ils sont attaqués. Les deux camps se gardent bien de tirer sur leur QG. L'UNMIS reste cantonnée et ne s'aventure pas hors de la ville: Khartoum a abusivement réduit sa liberté de mouvement en l'obligeant à l'informer 24 heures à l'avance des zones qu'il compte inspecter. Cependant, l'UNMIS est vivement critiquée par des gens qui ne savent pas qu'elle n'a pas le droit d'intervenir. Dès le début des combats, des soldats des SAF, lourdement armés, se sont retranchés dans le centre ville et leurs alliés Misserya ont attaqué des unités de l'ALPS et des civils qui ont répliqué. On estime qu'il y a eu 22 morts du côté des forces armées mais les chiffres sont inconnus pour l'ALPS et les civils. On compte les blessés par dizaines. Un millier de Misserya rassemblés au nord d'Abyei menaçaient de marcher sur la ville pour venger leurs compatriotes mais le PCN a garanti aux NU qu'ils ne le feraient pas. Le MLPS considère que les Misserya constituent au moins 70% des SAF. L'APLS, retranchée au sud, souhaitait déloger les SAF du centre ville.

Le 18 mai, les parties ont déclaré un cessez-le-feu sous l'égide de l'UNMIS: l'ALPS se retire au sud de la rivière Kiir, les forces armées gouvernementales restent cantonnées hors d'Abyei. Mais les SAF n'ont pas redéployé la 31<sup>ème</sup> Brigade comme prévu et, le 20 mai, l'ALPS a lancé sans succès une attaque pour la chasser; toute chance d'un dialogue constructif est compromise. Le MLPS souhaite que les déplacés puissent regagner Abyei, il craint que le PCN encourage les Misserya à venir s'y installer massivement. Le 26 mai, Pagan Amum, secrétaire général du MLPS, a affirmé que les combats d'Abyei violent impunément l'accord de paix et pourraient annoncer 'un retour à la guerre civile. Le MLPS a refusé de participer aux discussions de normalisation avec Williamson, envoyé spécial des USA pour rétablir le lien avec Khartoum, insinuant que les précédents pourparlers avaient probablement encouragé le gouvernement à attaquer Abyei. Cette confrontation annoncée est extrêmement grave.

Richard Williamson vient de passer une semaine au Soudan pour tenter de normaliser les relations entre les deux pays. Il a rencontré les parties adverses sur les problèmes d'Abyei et du Darfour. Après sa visite à Abyei, il a parlé « d'apocalypse, de ville fantôme » et exhorté la communauté internationale à se mobiliser pour éviter qu'elle ne devienne une bombe à retardement qui balaye l'accord de paix. Face à l'intransigeance de Khartoum, il a suspendu les discussions et quitté la capitale déçu et frustré, convaincu qu'aucune des deux parties ne souhaitait réellement la paix prévue par l'accord de 2005 et que les États-Unis pas plus qu'aucun autre État bienveillant ne pouvait y faire grand chose.

Aujourd'hui, le MLPS et les NU dénoncent la militarisation accrue d'Abyei et l'envoi massif de troupes par Khartoum, ce que le régime dément. Les ambassadeurs des 15 pays du Conseil de Sécurité se sont rendus à Juba PUIS à Khartoum. Cette visite symbolise le soutien des NU à l'accord de paix que les récents combats d'Abyei pourraient sérieusement compromettre. L'ambassadeur britannique aux NU John Sawers, a précisé à Juba qu'il allait soulever le problème du déplacement forcé de dizaines de milliers de personnes à Abyei auprès de Béchir. Salva Kiir a souligné que le Sud voulait la paix et l'application de l'accord de paix de janvier 2005, rien d'autre – ce qui laisse dubitatif Richard Williamson.

**L'Armée de résistance du Seigneur (ARS)** – Joseph Kony, chef de l'ARS, n'a pas signé le 10 avril l'accord de paix négocié avec le gouvernement ougandais. Une délégation de 200 personnes conduites par Riek Machar s'est déplacée en vain à Ri Kwangba, sur la frontière entre le Soudan et le Congo, près du lieu où Kony s'est réfugié avec ses troupes pendant les négociations de paix entre le Nord et le Sud Soudan. La délégation l'a attendu deux jours. Il a prétexté ne pas avoir été suffisamment informé sur le fonctionnement de la justice traditionnelle acholi, Mapo Oput, et sur le tribunal spécial créé par la Cour suprême d'Ouganda pour juger ses crimes. Il voulait plus d'informations sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration de ses troupes.

Depuis octobre 2005, Kony est poursuivi avec quatre de ses lieutenants (il n'en reste plus qu'un vivant) par la CPI pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et 88 chefs d'inculpation pèsent sur lui. Début avril, il s'est débarrassé de son second Okot Odhiambo (remplaçant de Vincent Otti, assassiné par Kony en 2007) dans un sanglant règlement de compte. Le 10 mai, il a demandé à rencontrer une délégation de responsables tribaux et religieux du nord de l'Ouganda à Nabanga au Sud Soudan. Ces derniers l'ont attendu trois jours en vain avant de publier un communiqué demandant au gouvernement ougandais et à l'ARS de poursuivre le processus de paix engagé en 2006. Kony, qui craint pour sa sécurité est convaincu qu'il sera envoyé à la Haye s'il quitte la jungle; il aurait fait remettre le 19 mai une lettre à une agence de presse de Kampala déclarant qu'il ne signerait pas le traité de paix et qu'il préférerait mourir au combat. La CPI refuse de retirer ses mandats d'arrêt contre lui et Dominic Ongwen, dernier survivant de ses quatre lieutenants. Elle a reçu des informations selon lesquelles les enlèvements d'enfants continuent dans la zone où sévit l'ARS, un espace échappant à tout contrôle, où se croisent les frontières du Sud Soudan, du Congo et de la République de Centrafrique. Fin mai, une délégation acholie conduite par son chef suprême Rwot David Akana, a rencontré à Londres des exilés acholis qui dissuadent Kony de signer l'accord de paix et lui procureraient des fonds pour poursuivre la guerre. Akana a demandé au gouvernement britannique de tout faire pour différer une offensive militaire préjudiciable aux populations civiles qui sont retournées chez elles dans le nord de l'Ouganda.

Une réunion des chefs militaires de la région a décidé le 3 juin de mener une action conjointe entre armées de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo et du Sud Soudan avec les casques bleus de l'ONU avec les casques bleus en RDC. Le Congo dirigera l'opération. Museveni a officiellement promis de détruire Kony et l'ARS. Les représentants de la société civile ougandaise et soudanaise regrettent que cette initiative compromette les avancées des négociations de paix menées à Juba depuis 2006. Pendant ce temps, l'ARS serait responsable de centaines d'enlèvements d'enfants aux abords des frontières des trois pays où elle se déplace impunément (BBC News, 6/6/08), ce qui laisse penser que Kony renouvelle ses troupes et se prépare au combat: rien ne permet d'envisager une issue sereine pour cette région.

**DERNIERE HEURE.** Le GoSS avait mis en place à Nabanga une unité de l'ALPS pour surveiller KONY et ses hommes, et leur fournir éventuellement de la nourriture. L'ARS a attaqué cette unité le 5 juin, tuant 23 soldats dont le major. Le GoSS, furieux, suspend totalement ses négociations avec l'ARS. (suite page 8)

Elias

## POLITIQUE INTÉRIEURE

### Entre démocratie authentique et kleptocratie du groupe dirigeant

Arman Muhammed Ahmad, écrivain, Omdurman  
Le 6 avril 2008

*Cet article de 4 pages, fort critique pour le régime de Khartoum, est la première publication soudanaise qui souligne les questions de corruption au Nord, contrairement à ce qui se passe au Sud, ce en quoi il mérite un réel intérêt. Nous avons vu, il y a près de 10 ans, les journalistes qui écrivaient sur un sujet de ce type, être violemment punis. Après, peut-être deux essais, ils ne recommencèrent plus. Aujourd'hui on ne peut que féliciter le gouvernement de sa plus grande tolérance.*

*La thèse fondamentale de l'auteur est que les textes organisant la démocratie au Soudan sont soit inappliqués soit détournés. Volontairement, cet article est assez confus et ne donne pas d'informations précises, claires et vérifiables. Il aborde 6 thèmes différents.*

**Corruption financière et administrative** – Malgré l'article 205 de la Constitution provisoire (« La Chambre Nationale d'Audit réalisera l'Audit des comptes des organes de l'Exécutif National, du Législateur National et du Judiciaire National, des comptes des régions du nord, des institutions, corporations et sociétés publiques ainsi que des autres institutions définies par la loi. » ), il est dit que les responsables gouvernementaux refusent de laisser les services être auditionnés, mais sans autre précision. Pourquoi la chambre ne peut pas aller outre ? Cette affirmation soulève de nombreuses questions. Il est dit qu'une commission d'enquête sur la corruption va probablement être désignée. L'article la critique par avance, mais apparemment celle-ci n'existe pas encore ! Il dénonce certaines institutions soudanaises pour être corrompues, mais sans préciser en quoi elles le sont.

**Croissance économique et injustice sociale au Soudan** – Deux faits sont avancés : le premier est que les contrats pétroliers sont secrets, ce qui laisse supposer d'importantes déviations. Le second est que la population ne profite pas de la croissance économique du pays et que la population du Darfour est secourue par des organismes étrangers.

**Le système électoral mixte** – Une nouvelle loi électorale a été élaborée, mais la critique qui est faite (le système mixte est un piège pour l'opposition) n'est pas compréhensible si l'on ne connaît pas cette loi. Le texte souligne que la partie de la constitution sur les Droits de l'Homme n'empêche pas les assassinats et la torture au Darfour, au Sud Soudan, à Khartoum et dans d'autres régions.

Quant à la commission et au registre électoral, il est dit que le registre peut être un instrument de fraude électorale, mais il n'est pas dit comment cela peut être, ni en quoi cela a été réellement fait.

**Représentation électorale des femmes** – Cent douze membres du parlement sur quatre cent cinquante sièges sont tenus par des femmes. La critique affirme que ceci n'est fait que pour les femmes du Congrès National, le parti au pouvoir. On en déduira que toutes les femmes du Parlement appartiennent à ce parti.

**Financement par le Ciel** – À une question sur le financement du PCN, alors que la transparence est prévue par la loi électorale, un responsable a cité le Coran où il est dit que Dieu pourvoit aux besoins de la Vierge Marie. Tout est dit pour un gouvernement se voulant inspiré par la religion.

*Conclusion : Tous ces points nécessiteraient de nombreux développements et une publication conséquente, mais ceci n'est pas possible pour l'auteur dans le contexte actuel du Soudan; ceci explique que son texte tienne plus du memento*

*que d'une véritable analyse des questions identifiées. Espérons que ce texte soit une première étape que l'auteur puisse amplifier.*

Nekkar

## RELATIONS INTERNATIONALES

**L'Éthiopie** dément la rumeur d'une rétrocession d'un territoire au Soudan. La frontière entre les deux pays repose sur un tracé sanctionné en 1903 et 1909 par deux accords internationaux entre l'Éthiopie et les Britanniques qui colonisaient alors le Soudan. En 1972 puis en 1980 l'empereur Haïlé Sélassié, les deux nations ont signé de nouveaux accords pour arriver à une démarcation plus nette et résoudre de manière durable les problèmes des éleveurs et des fermiers frontaliers. En 2001, elles ont mis en place une nouvelle commission pour traiter spécialement ces questions et prévenir les conflits. (ST 12/05).

**Grande-Bretagne** – Abdel Wahid el Nour a demandé au Premier ministre britannique d'exiger de Khartoum l'arrêt des attaques contre le Darfour avant de proposer un autre plan de paix. Quelque 120 000 Arabes venus du Niger se sont installés à Wadi Saleh et autour de Zalingei. Ils bâtissent de nouveaux villages et une nouvelle vague s'annonce, qui prouve que Khartoum n'a pas renoncé à modifier les équilibres démographiques.

**UE** – Le Parlement européen a voté une résolution invitant l'UE à geler les actifs soudanais tant que le gouvernement du général Béchir refuserait de coopérer avec la CPI. (SOAT 23/05 ; AFP ; ST 22/05 b-1889).

**USA** – Dans une déclaration commune, Hillary Clinton, John McCain et Barack Obama se sont engagés, quel que soit celui qui serait élu en janvier, à maintenir la pression sur Khartoum. (Reuter ; ST 28/05).

**Comores** – Les soldats soudanais sont arrivés à la fin de la guerre... et en sont repartis.

## SUD SOUDAN (suite)

**La Convention du Mouvement de libération du peuple soudanais (MLPS)** – Le MLPS a tenu sa seconde Convention nationale du 15 au 20 mai à Juba, à l'issue de laquelle Salva Kiir a été réélu chef du mouvement pour cinq ans et président du Sud Soudan. La convention a voté la Constitution du MLPS et son manifeste consacré à la construction d'un seul État pour tous les Soudanais, et elle a élu les 275 membres du Conseil de libération national.

Riek Machar, James Wani and Malik Aggar sont reconduits dans leurs fonctions de vice-présidents. Pagan Amum sera probablement élu secrétaire général du mouvement malgré son refus de poursuivre à ce poste. Riek Machar et Nhial Deng Nhial ont finalement retiré leurs candidatures à la présidence du mouvement. Cependant, des tensions demeurent au sein du MLPS sur la conduite à tenir au sein du gouvernement d'union nationale et l'application de l'accord de paix.

## DERNIERE HEURE

- Béchir, Salva Kiir et Ali Osman ont signé le 8 juin un accord sur Abyei qui autorise le retour des dizaines de milices de déplacés lors des dernières violences, met en place une administration intérimaire et demande un arbitrage international pour résoudre le conflit. Accord historique.

- Le Conseil de Sécurité s'est rendu au Darfour, où on lui a répété tout ce que nous avons écrit. Il a confirmé la nomination d'un nouveau médiateur.